

Loi sur les nouvelles en lignes :

## **Mark Carney s'apprête à sacrifier les médias québécois**

**Ottawa, 21 août 2026** — Plusieurs médias rapportent que le gouvernement fédéral s'apprêterait à abroger la Loi sur les nouvelles en ligne en guise de nouvelle concession face à Donald Trump. Le Bloc Québécois avertit le gouvernement libéral : c'est une ligne rouge à ne pas franchir qui entraînerait des répercussions dangereuses pour l'ensemble de l'écosystème médiatique québécois.

La Loi sur les nouvelles en ligne oblige les géants du web à verser une compensation financière aux médias d'information québécois et canadiens pour le partage et l'utilisation de leur contenu. Suite à son adoption, Google s'est engagé à verser 100 millions de dollars par an afin de soutenir les médias. Son abrogation ferait suite à la suppression de la taxe sur les services numériques et l'annulation des redevances aux diffuseurs en ligne.

« Nous lançons un avertissement à Mark Carney : ne sacrifiez pas les médias d'information québécois pour faire plaisir à Donald Trump. La loi sur les nouvelles en ligne est essentielle à la survie de nombre de médias et hebdomadaires québécois, particulièrement en région. Après avoir capitulé devant les Américains et les géants du web en supprimant la redevance du CRTC pour les diffuseurs en ligne et en annulant la taxe sur les services numériques, Mark Carney laisserait à nouveau Donald Trump dicter la politique culturelle et fiscale canadienne en mettant en jeu la survie du secteur culturel et médiatique du Québec. Si les concessions en termes de gestion de l'offre, de forêt, d'aluminium ne suffisaient pas, celle-ci coiffe le tout. Notre message est clair : ne signez pas cet accord. », avertit Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois.

« Avec leurs derniers reculs devant les Américains et les géants du web, les libéraux ont déjà nui à l'avenir de notre télévision et de notre cinéma et mis en péril la survie de la culture québécoise. En ajoutant le secteur de l'information, Ottawa anéantirait l'ensemble des politiques censées faire face au rouleau compresseur des géants du web que ce gouvernement libéral a pourtant lui-même mis en place. Après la pléiade de concessions de Mark Carney, la question ne sera pas qu'est-ce qu'il nous reste, mais que reste-t-il de nous. », conclut Martin Champoux, porte-parole du Bloc Québécois en matière de Patrimoine.

-30-

Source :  
Julien Coulombe-Bonnaïfous  
Attaché de presse  
Bloc Québécois  
613 402-0443